

Communiqué du 27 mai 1958

Le gouvernement Pfmilin n'a pu établir l'autorité de l'Etat ni en Algérie, ni dans la métropole. La Corse s'est ralliée au mouvement d'Alger. On craint à Paris une tentative de coup d'Etat militaire appuyée par l'arrivée des parachutistes. M. Guy Mollet, vice-président du Conseil depuis le 15 mai, s'est adressé par lettre le 25 mai au Général. M. Pierre Pfmilin a rencontré celui-ci dans la soirée du 26. Pour la troisième fois depuis les événements du 13 mai, le Général s'exprime publiquement.

J'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du Pays.

Je compte que ce processus va se poursuivre et que le Pays fera voir, par son calme et sa dignité, qu'il souhaite le voir aboutir.

Dans ces conditions, toute action, de quelque côté qu'elle vienne, qui met en cause l'ordre public, risque d'avoir de graves conséquences. Tout en faisant la part des circonstances, je ne saurais l'approuver.

J'attends des forces terrestres, navales et aériennes présentes en Algérie qu'elles demeurent exemplaires, sous les ordres de leurs chefs : le général Salan, l'amiral Auboyneau, le général Jouhaud. A ces chefs, j'exprime ma confiance et mon intention de prendre incessamment contact avec eux.